



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC À PROCÉDURE ADAPTÉE OUVERTE

Marché n° 2026-MOE-007

**Maîtrise d'œuvre pour la reconstruction et la
réhabilitation partielle de la salle Equillemont**

DATE ET HEURE LIMITES DE RÉCEPTION DES OFFRES :

Mercredi 23 septembre 2026 à 12 h













MAIRIE D'AUNEAU-BLEURY-SAINT-SYMPHORIEN

Avenue Gambetta

28700 AUNEAU-BLEURY-SAINT-SYMPHORIEN

Tél. : 023731702

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Maîtrise d'œuvre pour la reconstruction et la réhabilitation partielle de la salle Equillemont
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Délai de validité des offres	4 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Avec
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	18 mois
	Négociation	Avec
	Visite sur site	Visite obligatoire

SOMMAIRE

1	—	Objet et étendue de la consultation	4
1.1	—	Objet	4
1.2	—	Mode de passation	4
1.3	—	Type et forme de contrat	4
1.4	—	Décomposition de la consultation.....	4
1.5	—	Nomenclature.....	4
2	—	Conditions de la consultation	4
2.1	—	Délai de validité des offres	4
2.2	—	Forme juridique du groupement.....	4
2.3	—	Variantes.....	4
3	—	Conditions relatives au contrat	5
3.1	—	Durée du contrat ou délai d'exécution	5
3.2	—	Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
3.3	—	Confidentialité et mesures de sécurité	5
4	—	Contenu du dossier de consultation	5
5	—	Présentation des candidatures et des offres	6
5.1	—	Documents à produire.....	6
5.2	—	Visites sur site.....	7
6	—	Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	7
6.1	—	Transmission électronique	8
6.2	—	Transmission sous support papier.....	8
7	—	Examen des candidatures et des offres	8
7.1	—	Sélection des candidatures.....	9
7.2	—	Attribution des marchés.....	9
7.3	—	Suite à donner à la consultation.....	10
8	—	Renseignements complémentaires	10
8.1	—	Adresses supplémentaires et points de contact	10
8.2	—	Procédures de recours	11

1 — Objet et étendue de la consultation

1.1 — Objet

La présente consultation concerne la maîtrise d'œuvre pour la reconstruction et la réhabilitation partielle de la salle Equillemont de la ville d'AUNEAU-BLEURY-SAINT-SYMPHORIEN.

Lieu d'exécution :

53 Grande Rue

28700 AUNEAU-BLEURY-SAINT-SYMPHORIEN

1.2 — Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 — Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 — Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 — Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71221000-3	Services d'architecte pour les bâtiments
71000000-8	Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection

2 — Conditions de la consultation

2.1 — Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 — Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 — Variantes

Ils peuvent présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes qui doivent respecter les exigences minimales détaillées suivantes :

Le candidat devra se conformer au CCTP. Toutefois, toute suggestion en vue de l'amélioration du projet pourra être faite par le maître d'œuvre.

3 — Conditions relatives au contrat

3.1 — Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

3.2 — Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3.3 — Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4 — Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le règlement de la consultation (RC) ;
- Le rapport d'étude ECB ;
- L'étude du CAUE ;
- Le rapport d'étude structure ;
- Le dossier géotechnique ;
- L'étude de faisabilité ;
- Le plan cadastral ;
- Le plan de situation ;
- La fiche descriptive ;
- Le rapport de repérage amiante ;
- Le rapport de repérage plomb.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 — Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe « Dites-le-nous une fois ». Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 — Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Relevé d'identité bancaire	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Présentation de trois prestations effectuées qui correspondent au projet de la ville d'Auneau-Bleury-Saint-Symphorien, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non
Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise	Non

Les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de trois ans seront pris en compte.	Non
---	-----

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Une offre financière pour chaque élément de mission (indiquant le temps passé et les moyens humains à chaque étape)	Oui
La présentation de l'équipe dédiée au projet	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
L'attestation de visite sur site	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 — Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Prise de rendez-vous possible auprès de :

– Maria BISTOCCHI, Directrice de cabinet, 07.86.67.27.45 – dircab@ville-ab2s.fr (en congés du 14/07 au 05/08 inclus)

– François DE OLIVEIRA, Ingénieur chargé de mission technique, 06.24.16.50.15 – technique@ville-ab2s.fr (en congés du 20/07 au 07/08 inclus)

– David DE ARAUJO, Responsable bâtiment et voirie, 06.32.09.33.54 – batiment@ville-ab2s.fr (en congés du 03/08 au 21/08 inclus)

6 — Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limite de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 — Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.ville-ab2s.fr/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limite de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :
Non renseigné

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 — Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 — Examen des candidatures et des offres

7.1 — Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 4 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 — Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Valeur technique	35.0
<i>1.1-Méthodologie et approche du projet</i> <ul style="list-style-type: none">Pertinence de la note méthodologique au regard du programmeCompréhension des enjeux de la réhabilitation (contraintes structurelles, usages associatifs, accessibilité PMR)Organisation de la mission et phasage des études	15.0
<i>1.2-Références et expérience de l'équipe</i> <ul style="list-style-type: none">Références en réhabilitation de bâtiments publics ou ERPCompétences des intervenants désignés (CV des personnes physiques affectées à la mission)Cohérence et complémentarité de l'équipe (architecte, BET structure, BET fluides, économiste...)	10.0
<i>1.3-Qualité des livrables proposés et suivi de chantier</i> <ul style="list-style-type: none">Dispositif de suivi et de contrôle de l'exécution (Visa, AOR)Outils de communication avec le maître d'ouvrageGestion des aléas et démarche qualité interne	10.0
2-Performance environnementale et développement durable	25.0
<i>2.1-Ambition énergétique et thermique</i> <ul style="list-style-type: none">Proposition d'une stratégie d'amélioration de la performance énergétique du bâti existant (isolation, ponts thermiques, traitement de l'enveloppe)Objectifs chiffrés de réduction de la consommation (référence RE2020 en réhabilitation, ou label BBC Rénovation)Cohérence avec les dispositifs disponibles (CEE, aides ADEME, DSIL verte...)	10.0
<i>2.2-Solutions durables intégrées à la conception</i>	10.0

<ul style="list-style-type: none"> • Recours aux énergies renouvelables (solaire thermique ou PV, PAC, biomasse...) • Matériaux biosourcés ou recyclés, circuits courts • Gestion de l'eau (récupération des eaux pluviales, réduction des imperméabilisations) • Éclairage naturel, ventilation naturelle, confort d'été passif 	
<p>2.3-Démarche d'éco-responsabilité du cabinet</p> <ul style="list-style-type: none"> • Politique interne de développement durable du maître d'œuvre (charte, label, certification ISO 14001, label Transition Énergétique...) • Expérience sur des opérations intégrant une démarche HQE, BREEAM ou équivalent en réhabilitation • Sensibilisation et accompagnement du maître d'ouvrage sur les choix durables 	5.0
3-Prix des prestations	40.0

La formule retenue pour le critère prix sera la suivante :

Note candidat = (Montant honoraires le moins élevé / Montant honoraires candidat) × 40

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 — Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec les 3 premiers candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'attribution du marché de maîtrise d'œuvre est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 4 jours.

8 — Renseignements complémentaires

8.1 — Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.ville-ab2s.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 — Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif d'Orleans
28 Rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS
Tél. : 02 38 77 59 00
Télécopie : 02 38 77 59 00
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://orleans.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal administratif d'Orleans
28 Rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS
Tél. : 02 38 77 59 00
Télécopie : 02 38 77 59 00
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://orleans.tribunal-administratif.fr/>